

## **Pour un Non de gauche, citoyen, breton et européen**

Citoyens profondément attachés à la défense des conquêtes sociales et du droit du travail, au maintien et au développement des services publics, à l'égalité et à la laïcité, à un aménagement équilibré et durable des territoires, nous sommes pour l'Europe sociale et démocratique, pour l'Europe des régions et des peuples. Nous disons donc Non au projet de Traité constitutionnel européen.

**Nous sommes pour l'Europe sociale**, mais ce Traité a pour objet principal la création d'un marché "à la concurrence libre et non faussée" et une économie "hautement compétitive", il institutionnalise une conception mercantile de l'espace européen, il nie le rôle spécifique des services publics, vidant les Etats de leur capacité de cohésion sociale tout en maintenant intactes leurs structures technocratiques dans un rôle de gestion du libéralisme.

**Nous sommes pour l'Europe démocratique**, mais ce Traité élaboré par une convention non élue impose d'avance les buts de la politique économique et monétaire, il ne donne pas au Parlement européen issu du suffrage des citoyens les pouvoirs d'une vraie chambre législative et il conserve un poids déterminant à la Commission et au Conseil, le contrôle de la Banque centrale européenne échappe toujours aux instances élues, le nouveau droit de pétition n'a aucune garantie d'effet.

**Nous sommes pour l'Europe des régions**, mais dans ce Traité les autorités de chaque Etat restent seules juges des compétences dont disposent celles-ci, de leur représentation au Comité des régions, de la reconnaissance ou non de la diversité des cultures (mises sur le même plan que les "traditions") et des langues, sans qu'il y ait d'obstacles effectifs aux politiques uniformisatrices menées dans certains pays.

Alors, comment croire à des progrès futurs dans un tel cadre ? Modifiable seulement à l'unanimité des Etats membres, limitant fortement les possibilités de coopérations renforcées entre pays voisins, ce Traité ne permettra pas à la construction européenne de se poursuivre dans de bonnes conditions.

Il est illusoire de penser qu'il permettra d'accroître la solidarité entre les territoires, de donner à la Bretagne les moyens de son propre développement, d'améliorer la situation de la langue et de la culture bretonnes. Au contraire, sa logique économique nous menace, comme toutes les régions de France et d'Europe, de davantage de désertification des zones rurales, de délocalisations, de concurrence sauvage, de dumping social, d'atteintes à l'environnement.

**C'est pourquoi nous voterons Non le 29 mai,  
un Non de gauche, citoyen, breton et européen.**

*Prenez position ! Signez ! Faites connaître l'appel !*

contact <[nonbreton@wanadoo.fr](mailto:nonbreton@wanadoo.fr)>

*Soutiennent déjà cet appel : Odile BUTON, Georges CADIOU, Samuel CRAND,  
David DERRIEN, Yannick DERRIEN, Yann FIEVET, Philippe GOARNISSON,  
Jean-Louis GRIVEAU, Joël GUEGAN, Pascal HENRY, Daniel HOUGUET, Yves JARDIN,  
Jean KERGRIST, Mireille LE LIBOUX, Alain LE ROUX, Patrice MEALLIER,  
Jean-François MONNIER, Ricardo MONTSERRAT, François PRENEAU,  
Rémy QUERBOUET, Constance RODRIGUE, Jean-Michel ROYNARD, Pol-Yvon VIROT...*